



## **DECLARATION DE PROTESTATION CONTRE LA VIE CHERE, LA MAL GOUVERNANCE ET LA REMISE EN CAUSE DES ACQUIS SOCIAUX.**

Les travailleurs du Bénin vivent depuis l'avènement du régime de la rupture en 2016 des misères diverses.

Tout a commencé par le vote de la loi n°2017-05 du 29 août 2017 fixant les conditions et la procédure d'embauche, de placement de la main-d'œuvre et de résiliation du contrat de travail en République du Bénin. Cette loi a en effet été l'outil imaginé par le pouvoir pour précariser l'emploi et vidé le contrat de travail de toute son essence.

Poursuivant son plan machiavélique contre les travailleurs, le gouvernement s'est attaqué à la loi portant exercice de droit de grève qu'il a modifié trois fois en l'espace de quatre années pour finir par arracher ce droit à plusieurs catégories professionnelles. Celle qui n'en sont pas interdites le sont presque puisqu'étant limité à dix jours pour une année.

Comme si cela ne suffisait pas, le statut général de la fonction publique a été attaqué pour être désarticulé à travers des modifications opportunistes dont il a été l'objet avec l'introduction du licenciement dans le langage de la fonction publique.



De même, des dispositions liberticides ont été introduites dans le code pénal, la loi sur le numérique et d'autres lois nuitamment votées pour entraver la jouissance des libertés les plus élémentaires que le peuple béninois a chèrement acquises.

Pendant ce temps, les inégalités se sont accrues entre les citoyens végétant de plus en plus dans l'extrême pauvreté et le personnel politique, les amis, parents, alliés et partisans politiques recasés dans les multiples agences créées pour désorganiser les ministères et institutions de la République avec des salaires mirobolants. Tenez, pendant que le préfet gagne 5000.000 par mois, que le député a vu ses avantages multipliés, le Directeur de Cabinet est à 3000.000, que le salaire du ministre et du président de la République sont un mystère, les autres couches sociales sont exploitées et leurs acquis supprimés. Conséquence, la pauvreté est devenue endémique.

Après avoir qualifié l'intelligentsia du Bénin de désert de compétence, les fleurons de l'économie béninoise, les entreprises publiques et autres administrations stratégiques ont été confiées à des expatriés.

Les travailleurs de l'économie informelle, les artisans, transporteurs et autres producteurs agricoles n'ont pas échappé à la fureur, que dis-je, à la rage des agneaux de gouvernants que le peuple



a pourtant plébiscités et qui se sont très rapidement transformés en loups ravisseurs. Ainsi, les travailleurs de l'économie informelle et artisans ont été sauvagement déguerpis après le saccage de leurs étalages ou unités de production. Les producteurs agricoles notamment ceux produisant le soja et les noix de cajou se sont vus imposés des prix dérisoires de cession avec interdiction formelle d'exporter leur production vers d'autres marchés régionaux où ils ont la possibilité de les céder à de meilleurs prix. Des tranchées sont creusées sur des routes réalisées à grands frais juste pour empêcher les honnêtes travailleurs agricoles de couler leurs productions à un prix qui leur garantit la décence de leur travail. Des blocs de granites sont mis à contribution pour entraver la libre circulation des personnes et des biens.

Les positions hasardeuses de nos gouvernants dans les affaires intérieures des pays voisins notamment du Niger font chômer nos transporteurs obligés de s'expatrier dans d'autres pays pour continuer à exister, le port autonome de Cotonou, le poumon de notre économie tournant au ralenti depuis plusieurs mois en raison de la fermeture de la frontière avec ce pays frère.

La liste est longue.....

**Comme pour achever les travailleurs, une fiscalité asphyxiante est instaurée et contribue au renchérissement des**



**prix de toutes les denrées. Dans ce registre, il faut rappeler que les coûts des payages-pesages ont été doublés sans scrupule, que la taxe sur les véhicules à moteur (TVM) est instaurée avec un taux très élevé, que la tranche sociale a été purement et simplement supprimées des factures d'eau et d'électricité qui depuis lors, non seulement ne sont plus subventionnée mais sont désormais taxées à l'instar des carburants qui ont connu un renchérissement substantiel de leur coût, que la communication est désormais lourdement taxée de même que l'immobilier, l'assurance et la banque, que diverses taxes ont été instaurées sur les produits agricoles tels que le soja, l'acajou, le maïs etc...**

**Comme l'on peut le déduire très aisément et contrairement à ce que le gouvernement répand dans l'opinion, la cherté excessive de la vie au Bénin n'est pas seulement due au contexte international. Elle est d'abord et avant tout la résultante de plusieurs facteurs internes dont la mal gouvernance instaurée depuis 2016 corroborée par une politique fiscale qui écrase les populations. C'est pourquoi la cherté de la vie au Bénin ne peut être imputée uniquement aux facteurs exogènes. Cette cherté de la vie au Bénin est aussi et surtout le résultat de la politique mise en œuvre par le gouvernement de la rupture. On ne saurait comparer la cherté au Bénin aux réalités d'autres pays dans le**



**but de dégager sa responsabilité et de ne rien faire pour soulager les citoyens.**

**La conséquence de la politique fiscale asphyxiante est l'explosion du taux de pauvreté au Bénin. Huit (08) béninois sur 10 vivent désormais en dessous du seuil de pauvreté selon une enquête d'Afro baromètre publiée en 2022.**

Face à ce tableau on ne peut plus sombre, les travailleurs réunis au sein de la CSA Bénin, de la CGTB et de l'UNSTB suivi du ralliement spontané de ceux de la COSI-Bénin, de la CSUB et de la CSPIB soit plus de 80% des forces de production de notre pays, avec une large adhésion du peuple sur toute l'étendue du territoire national, ont décidé de crier leur ras le bol ce samedi 11 mai 2024 à travers une marche pacifique de protestation contre la vie chère, la remise en cause des acquis sociaux, la mal gouvernance et l'overdose de réformes aux effets mitigés sur la qualité de vie du laborieux et intrépide peuple béninois dont les gouvernants actuels ont en charge la destinée depuis huit ans.

Nul doute que depuis 2016, c'est la plus grosse protestation des producteurs de richesses qui permettent au Gouvernement de se vanter d'être l'un des meilleurs élèves du système international de



recolonisation par l'endettement et l'asservissement, par l'instauration d'un Etat policier en lieu et place d'Etat de droit dont le peuple béninois souverain s'est librement doté au terme de l'historique Conférence Nationale de février 1990.

Par l'expression de ce ras le bol, sans compter ceux qui de leur position sont en communion d'esprit, Cotonou vient de vibrer sous les pas fermes de marche de dizaines de milliers de concitoyens. Qui l'eut cru sous la rupture dont le projet de société, on le découvre enfin tristement, a pour socle la ruse et la rage ?

Du haut de cette tribune et portant la voix de ces milliers de travailleurs et concitoyens ici rassemblés et des millions au loin pour raison de distance ou de la peur érigée en mode de gouvernance et en communion avec nous, je voudrais livrer le message dont je suis porteur à monsieur le Président de la République.

Monsieur le Président,

Si vous ne le saviez pas, désormais, c'est chose faite, vos compatriotes vont mal, très mal.

Oui, ils n'en peuvent plus, ils ne supportent plus. Ils sont fatigués :

➤ **SUR LE PLAN GENERAL DE :**

- la cherté excessive de la vie ;





- la politique fiscale asphyxiante du gouvernement ;
  - l'effritement vertigineux et continu de leur pouvoir d'achat ;
  - le sous-emploi et le chômage devenus endémiques ;
  - les barbaries et bavures policières ;
  - l'inflation législative avec au compteur des lois crisogènes, scélérates et réductrices des libertés individuelles et collectives ;
  - une diplomatie en lambeaux en conflits évidents avec les intérêts majeurs de la Nation ;
  - etc .....
- **SUR LE PLAN SPECIFIQUE DES TRAVAILLEURS TOUS SECTEURS CONFONDUS, DE :**
- l'absence d'une politique sociale qui assure une protection et une sécurité sociale effective en tout temps et tout lieu pour tous ;
  - les salaires et revenus de misère ;
  - la précarité de l'emploi ;
  - les inégalités créées et entretenues ;
  - le blocage/gestion calamiteuse des carrières ;



- les licenciements injustifiés et massifs ;
- le blocage des concours professionnels ;
- le gel du recrutement dans certains secteurs phares de l'administration ;
- le blocage des plans de formation ;
- et, j'en passe.

Monsieur le Président, voilà en condensé ce qui justifie l'initiative et l'effectivité de la présente marche au terme de laquelle nous exigeons :

- la prise de mesures adéquates et à impact immédiat pour juguler la cherté excessive de la vie ;
- l'ouverture sans délai d'un dialogue franc, sincère et producteur de résultats concrets en liens avec les revendications des travailleurs et les aspirations profondes du peuple, maintes fois portées à votre connaissance ;
- l'évaluation de l'impact des reformes et mesures sociales sur les quotidien et la qualité de vies des cibles ;
- l'organisation sans délai d'une conférence sur la gouvernance sociale et les mécanismes de dialogue





social adaptés aux défis d'un mieux être partagé au Bénin ;

- la relecture et l'adaptation du cadre législatif aux principales attentes et aspirations légitimes des différentes composantes de notre Nation ;
- la coproduction des solutions à nos problèmes, le consensus ayant valeur constitutionnelle dans notre pays ;
- l'arrêt de la barbarie policière sur le peuple ;
- la libération sans conditions des 21 détenus suite à la marche du 1<sup>er</sup> mai 2024 ;
- la réintégration des 20 dockers radiés le 09 mai 2017 pour fait de grève ;
- etc ...

Monsieur le Président de la République, ainsi se présente le cri de cœur de notre peuple relayé par les organisateurs de la présente manifestation.

Nous voudrions vous informer très formellement qu'elle sera renouvelée autant de fois qu'il sera nécessaire pour changer la gouvernance en faveur de la masse laborieuse.



En tout état de cause, nous rendons votre gouvernement responsable des déconvenues qui découleraient de toute représailles contre les organisateurs ou participants à cette manifestation.

Vive le syndicalisme responsable, crédible et engagé aux côtés du peuple !

Vive le Bénin uni et prospère au profit de tous !

Fait à Cotonou, et à l'Etoile Rouge, le samedi 11 mai 2024

